17 tribunaux correctionnels en cours de construction au Burundi

PANA, 18/12/2008Bujumbura, Burundi - Les travaux de construction de 17 nouveaux tribunaux correctionnels devraient Ãªtre achevÃ©s dans moins d'un mois, indique le dernier rapport du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral sur les activitÃ©s du Bureau intÃ©g des Nations unies au Burundi (BINUB).Le projet entre dans le cadre dâ€™une sÃ©rie de rÃ©formes judiciaires appuyÃ©es par l Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix au Burundi, selon la mÃªme source.
La surpopulation carcÃ©rale serait la motivation profonde au renforcement des infrastructures judiciaires nationales, explique le rapport.En association avec le ministÃ¨re de la Justice, le BINUB a organisÃ© cette annÃ©e sept sÃ©ries dâ€™audiences foraines pour contribuer Ã accÃ©lÃ©rer les procÃ©dures judiciaires et rÃ©duire le nombre de personnes en dÃ©tention provisoire.Le BINUB a Ã©galement formÃ©, en collaboration avec la direction gÃ©nÃ©rale de lâ€™administration pÃ©nitentiaire, 120 fonctionnaires et surveillants de prisons sur lâ€™ensemble des rÃ¨gles minima pour le traitement des dÃ©tenus et dâ€™autres instruments relatifs aux droits de lâ€™Homme, ainsi que sur les rÃ¨gles de dÃ©ontologie.Par ailleurs, BINUB a lancÃ© des initiatives stratÃ©giques afin de renforcer les capacitÃ©s des magistrats burundais.Dans un premier temps, 254 magistrats, dont 51 femmes, ont Ã©tÃ© formÃ©s Ã travers tout le pays Ã lâ€™application des instruments internati relatifs aux droits de lâ€™Homme.Environ 1.000 magistrats ont Ã©tÃ© formÃ©s aux rÃ¨gles de dÃ©ontologie judiciaire, selon la mÃªme source.Un stage de formation dâ€™un mois sur la gestion des tribunaux et la dÃ©ontologie a Ã©tÃ© organisÃ© Ã lâ€™ 12 magistrats qui devront Ã leur tour former quelque 120 confrÃ¨res dâ€™ici Ã la fin 2008.Dans le domaine de la justice pour mineur, le BINUB a organisÃ© une sÃ©rie dâ€™ateliers de sensibilisation auxquels ont participÃ©, entre autre, 970 membres de comitÃ©s locaux de protection de lâ€™enfance.La seule fausse note du rapport porte sur les lenteurs dans la mise en place dâ€™une justice transitionnelle Ã travers la crÃ©ation dâ€™une Commission nationale pour la vÃ©ritÃ© et la rÃ©conciliation (C tribunal pÃ©nal spÃ©cial international pour le Burundi.Le pays tente difficilement de sortir de plus de 14 ans d'une guerre civile qui a fait Ã ce jour plus de 300.000 morts et occasionnÃ© beaucoup de dÃ©gÃ¢ts matÃ©riels, selon les estimations des Nations unies.